

Extraits du PROCES-VERBAL de la réunion commune entre la
COMMISSION EXECUTIVE du C.I.O. et les
FEDERATIONS INTERNATIONALES SPORTIVES,
les 27 et 28 janvier 1968

Présents: Commission exécutive du C.I.O.:

M. A. Brundage, Président; M. C. Andrianow, 2e Vice-président; Général José de Clark, 3e Vice-président; Dr. G. de Stefani; M. G. Gemayel; Marquis d'Exeter; M. Syed Wajid Ali; Lord Killanin.

Fédérations Internationales:

Messieurs D.T.P. Pain (IAAF), Th. Keller, Ch. Riolo (FISA), R.W. Jones, M. Semachko (FIBA), Dott. A. Rotta, M. Leclef (FIBT), Lt. Col. R.H. Russell, H.R. Banks, Nikiforov Denison (AIBA), Ch. de Coquereaumont (FIC), A. Rodoni, R. Chesal (FIAC), E.A. Sarasin (FEI), P. Ferri (FIE), Käser Helmut (FIFA), M. Gander, M. Bangerter (FIG), O. State, E. Schneider (FIHC), H. Baumann, A. Wagner, G.E. Frank, E.F. Glichitch, A. Demaurex (FIH), J.F. Ahearne (LIHG), C.S. Palmer (FIJ), Baron E. von Falz-Fein (FIL), R. Coulon, M. Ercegan (FILA), W. Berge Phillips, B. Sällfors (FINA), Sven Thofelt, E. Fried (UIPM), J. Favart, B. Häsler (ISU), Me M. Hodler (FIS), K. Hasler (UIT), I.K. Frith (FITA), M. Libaud, M. Savvine (FIVB), B. Croce, Capt. N. Hacking, A. Philipson (IYRU).

SOUHAITS DE BIENVENUE

Le Président Brundage souhaite la bienvenue aux représentants des F.I. qu'il est heureux de voir à la réunion commune avec la Commission exécutive du C.I.O.

Il précise qu'il n'a pas connaissance d'un désaccord entre les F.I. et le C.I.O. et qu'à son avis, les membres présents se sont réunis dans le but de collaborer pour la promotion du sport et du Mouvement olympique.

Il reconnaît que les F.I. sont indispensables au développement du sport, et rappelle que si le C.I.O. les a souvent aidées à s'organiser, les deux groupements se doivent de travailler ensemble.

M. Phillips, Président de la Fédération internationale de natation amateur, sera le porte-parole des F.I. tout au long de cette réunion commune. En effet, M. Phillips, au cours d'une session tenue

le 26 janvier entre toutes les F.I. avait été élu Président de cette session, remplaçant ainsi le Cl. Russell. M. Phillips remercie à son tour le Président Brundage de ses souhaits de bienvenue et déclare que les F.I. sont heureuses de cette réunion, à laquelle elles se sont rendues en tant que partenaires et avec le désir de faire progresser le Mouvement olympique.

JEUX OLYMPIQUES DE GRENOBLE

Le Président Brundage salue la présence du Prince de Mérode, Président de la Commission médicale du C.I.O., qui a bien voulu assister à la séance, et l'invite à présenter son rapport médical pour les Jeux de Grenoble et de Mexico.

Le Prince de Mérode soumet le rapport que sa Commission a mis au point après avoir pris des renseignements auprès des F.I. (voir la Lettre d'Informations No 5).

En ce qui concerne le contrôle de sexe, M. Phillips relève le fait que cette question a connu une trop grande publicité, nuisant souvent considérablement à la réputation des athlètes, allant même jusqu'à ruiner leur carrière et briser leur vie. Il estime que la presse ou le public ne doivent en aucun cas prendre connaissance de ces faits, et que le C.I.O. doit pouvoir garantir le secret absolu sur le résultat des tests.

Il déclare encore que le seul sport soulevant des difficultés à ce sujet est l'athlétisme et, en ce qui concerne sa Fédération, il n'a jamais eu le moindre problème. Par conséquent, il demande que ses athlètes (natation) ne soient pas contrôlés. Il propose que les tests ne soient pratiqués qu'avec l'accord de la F.I. concernée.

Suit une discussion générale au sujet de l'opportunité d'un test généralisé, à laquelle participent MM. (par ordre d'intervention) Brundage, Pain, Phillips, le Prince de Mérode et Hodler.

Le Prince de Mérode assure les F.I. que le secret le plus absolu sera garde sur les analyses.

Le Président Brundage assure les F.I. qu'il est prêt à discuter ce problème avec les F.I. qui le désirent. Il propose également que cette question soit revue après les Jeux de Grenoble, les expériences faites pouvant amener de nouvelles propositions.

DOPAGE A L'ALCOOL

M. Thofelt déclare que les tests pour déceler l'alcool sont nécessaires dans certaines disciplines comme par exemple le tir, car les abus peuvent être très dangereux. Il informe l'assemblée que les tests d'alcool ont été étendus à toutes les disciplines contrôlées

par le pentathlon moderne, et qu'il est prêt à faire un rapport sur cette question qu'il enverra à ceux qui le désirent.

Le Président Brundage remercie M. Thofelt et passe à la question concernant les Jeux de Mexico.

* * * * *

En réponse à l'intervention de M. Palmer (judo) qui lui demande si son sport sera inclus dans les Jeux de Munich en 1972, M. Brundage l'assure que le judo figurera au programme, ce dont M. Palmer le remercie.

MEXICO

Le Président Brundage salue la présence du Général Clark, qui assiste à la réunion commune pour répondre aux questions que les F.I. auraient à lui poser au sujet de Mexico.

PROLONGATION DE LA PERIODE D'ENTRAINEMENT

M. Phillips s'élève vivement contre le règlement de la période d'entraînement, qui est dépassé et ne correspond plus aux nécessités actuelles.

M. Brundage déclare que le C.I.O. ne peut pas faire une règle pour chaque F.I. car cela compliquerait trop sa tâche. Il déclare cependant que le C.I.O. est prêt à discuter cette question avec les intéressés.

M. Phillips propose que les athlètes soient considérés amateurs par le C.I.O. s'ils remplissent les conditions requises par le règlement d'amateurisme de leur propre Fédération internationale.

PUBLICITE

Le Président Brundage déclare que la question de la publicité dans les Jeux Olympiques est du ressort du C.I.O. En ce qui concerne les uniformes et les maillots de compétition, rien d'autre que le numéro ou le nom du pays de l'athlète ne doit y être mentionné.

Les F.I. ne font aucune recommandation à ce sujet.

Etant donné qu'il n'est pas possible d'enlever toutes les marques de fabrique de l'équipement et du matériel des sportifs, il est entendu qu'il ne doit exister aucune transaction financière à cet égard.

REMISE DES MEDAILLES

Le Président Brundage souligne qu'il a toujours invité les Présidents des F.I. à l'accompagner lors de la remise des médailles, puisque les Jeux Olympiques représentent dans la plupart des cas les championnats du monde des F.I. pour l'année en cours.

M. Phillips présente à ce sujet l'adjonction aux Règles d-u C.I.O. proposée par les F.I.: "Les médailles seront remises au cours des Jeux Olympiques par le Président du C.I.O. (ou par un membre désigné par lui), accompagné du Président (ou de son remplaçant) de la F.I. intéressée."

DELEGUES TECHNIQUES

Le Président Brundage déclare que le Comité Organisateur de Mexico s'est montré très compréhensif, qu'il désire aider les F.I. et qu'il a accepté de faire venir des délégués techniques à Mexico.

M. Phillips lit la proposition des F.I. à ce sujet, qui est la suivante:

Les F.I. demandent à la Commission exécutive du C.I.O. d'adopter ces propositions (amendement à l'article 39 des Règles des Jeux Olympiques). Elles pourront déléguer deux fois deux représentants au moins, pendant la construction de ces installations, afin de constater si ces règles techniques sont respectées; les frais de ces représentants seront à la charge du pays organisateur.

Il est recommandé que les frais de six délégués au maximum, y compris le Président et le Secrétaire général de chaque Fédération internationale soient assumés par le Comité Organisateur afin que ces délégués puissent assister à tous les Jeux Olympiques.

MM. Pain, Russell et State ayant discuté ce sujet, le Président Brundage assure les F.I. que le C.I.O. étudiera cette proposition lors de sa séance de Grenoble et la décision sera communiquée aux F.I. (voir Lettre d'Informations No 5).

REPARTITION FUTURE DES DROITS DE TELEVISION

Après que le Président Brundage ait ouvert les débats à ce sujet, M. Phillips informe le C.I.O. de la proposition de répartition faite par les F.I., qui demandent un tiers des droits pour les Jeux Olympiques futurs, à répartir en montants égaux entre toutes les F.I. participant aux Jeux d'Hiver et d'Eté, y compris les F.I. qui organisent des championnats du monde la même année.

Suit une discussion générale, à laquelle participent MM. Keller, Ahearne, State, Coulon, Russell, Phillips, Fried, Jones et Palmer.

Le Marquis d'Exeter explique le procédé qu'il a employé pour la répartition des droits de télévision entre toutes les F.I. et il souligne que sa Fédération a fait d'énormes sacrifices. En réalité, elle aurait dû percevoir des sommes supérieures. En effet, certaines Fédérations qui logiquement ne méritaient que des sommes insignifiantes, ont bénéficié de montants considérables.

M. Keller conteste cette assertion. Il affirme que ladite répartition ne peut être juste puisque certains sports sont désavantagés par l'emplacement qui leur est assigné, lors des Jeux Olympiques. Les droits de télévision ne doivent pas être distribués en fonction du nombre d'entrées payantes.

M. Ahearne constate qu'il y a discrimination entre les Jeux d'Eté et les Jeux d'Hiver, et il est demandé que les recettes groupées des Jeux Olympiques soient distribuées également entre toutes les F.I.

M. Coulon demande que la totalité des droits de télévision des Jeux de 1968 soit immédiatement versée aux F.I.

Certaines F.I. aux moyens très limités, (natation, pentathlon moderne, etc.) ont besoin d'argent pour constituer un secrétariat convenable (M. Sällfors).

Certaines F.I. sont dans l'obligation d'organiser tout de même des championnats du monde pendant l'année olympique du fait que certaines disciplines de leur sport ne sont pas représentées aux Jeux Olympiques (Keller, Hälsler).

En conclusion, M. Phillips soumet la proposition établie par les F.I. à ce sujet. MM. Ahearne et Pain stipulent que leurs F.I. ne sont pas d'accord avec l'institution d'une commission commune et insistent pour discuter cette question avec le C.I.O. lors d'une séance privée.

CHOIX DES VILLES CANDIDATES

Le Président Brundage, passe ensuite au point 5 de l'ordre du jour et réaffirme qu'à chaque occasion, durant ces dernières années, le C.I.O. a consulté les F.I. avant d'arrêter son choix sur une ville.

Il informe également les F.I. que si le C.I.O. se réserve le choix de la ville, il est cependant prêt à consulter de nouveau les F.I. à ce sujet, et à prendre leurs avis en considération.

M. Ahearne semble spécialement déçu du choix des villes pour les Jeux d'Hiver, qui sont trop éloignées de tout centre de communications et de ce fait attirent peu de monde.

M. Phillips soumet alors la proposition que les F.I. ont élaborée à ce sujet, soit:

Chaque F.I. doit être en mesure de contrôler les conditions de son sport sur le plan technique, lors des Jeux Olympiques. Il sera demandé au C.I.O. d'inclure dans les conditions posées aux villes candidates aux Jeux d'assumer les frais d'un représentant par sport inclus au programme, résultant d'une visite des villes candidates au moins six mois avant la date à laquelle la sélection de la ville olympique sera faite. Entretiens, les F.I. demandent à pouvoir étudier les plans des installations que les villes candidates devront leur soumettre.

Les F.I. demandent que le C.I.O. entende officiellement les F.I. au sujet du choix de la ville olympique avant de soumettre cette question au vote, et que le C.I.O. prenne connaissance officiellement du rapport qui sera établi à cette intention par les F.I. et ceci lors d'une réunion commune du C.I.O. et des F.I., au cours de laquelle les villes candidates feront leurs propositions.

JEUX REGIONAUX

Les F.I. demandent que le C.I.O. décide d'éviter autant que possible la prolifération des Jeux Régionaux, qui surchargent le calendrier des athlètes aussi bien que des officiels. Par voie de conséquence, l'assemblée des F.I. décide de ne pas donner son appui aux Jeux Européens.

Les F.I. demandent également au C.I.O. de ne pas donner son patronage aux Jeux Régionaux. Le Président Brundage admet le bien-fondé de cette remarque.

PROBLEMES POLITIQUES

M. Phillips demande que tous les pays qui observent les règlements de leur F.I. puissent participer aux Jeux Olympiques, sans aucune exception. Il cite plus particulièrement le cas de certains athlètes d'Afrique du Sud.

M. Thofelt prétend que la disqualification de l'Afrique du Sud provient du fait qu'elle-même pratique une politique de discrimination vis-à-vis de ses athlètes.

M. Libaud fait remarquer que M. Phillips parle de ce sujet en son nom personnel.

* * * *

Lord Killanin, en tant que Président de la Commission pour la presse et les relations publiques, informe les F.I. qu'une réunion de la Commission aura lieu à Grenoble le 4 février 1968 à 14.00 heures, et

demande que les F.I. nomment un représentant pour y assister. Les F.I. chargent M. Coulon de cette mission.

* * * *

CONGRES OLYMPIQUE

M. Brundage estime que ce Congrès qui, rappelle-t-il, n'a pas eu lieu depuis 1930, est une perte de temps et d'argent. Il pense que les problèmes des C.N.O. sont différents de ceux des F.I., et que fort peu de choses peuvent être accomplies durant un Congrès qui groupe 400 personnes environ.

M. Phillips soumet alors la proposition détaillée des F.I. à ce sujet et qui est la suivante:

Le Congrès olympique, composé des représentants du C.I.O., des F.I. et des C.N.O., permettra des contacts réguliers entre les trois groupes et donnera également aux nombreuses nations qui se sont jointes au Mouvement olympique ces dernières années, la possibilité d'assister à un forum au cours duquel elles pourront exprimer leurs points de vue.

Il est proposé que le Congrès olympique se réunisse une année avant les Jeux Olympiques, dans la même ville et à la même date que les Jeux.

Une discussion générale s'ensuit, à laquelle participent tous les membres présents. Il est dit notamment que si le Congrès a lieu dans la ville olympique, un an avant les Jeux, il n'engage aucun frais supplémentaires, mais peut même, au contraire, permettre aux délégués de recevoir une documentation complète et détaillée sur les installations, documentation qu'ils peuvent discuter ensemble.

D'autre part, l'organisation du Congrès semble être une condition essentielle, et s'il est bien préparé, par des personnes compétentes en la matière, il peut donner d'excellents résultats (M. Coulon).

M. Jones relève que le Congrès permettrait à la génération montante de comprendre davantage l'Idéal olympique, et de recevoir le message du baron de Coubertin, qu'elle n'a pas eu la chance de connaître.

Après ces opinions, le Président Brundage informe l'assemblée que la proposition des F.I. sera soumise au C.I.O. et également aux C.N.O. Une décision sera prise après cette consultation.

ENGAGEMENTS ET SERMENT OLYMPIQUES

M. Phillips déclare qu'il faut absolument que cette formule soit changée avant les Jeux de Mexico, et il propose à nouveau la for-

mule selon laquelle l'athlète serait considéré comme amateur par le C.I.O. s'il observe les règlements amateurs de sa Fédération internationale. Il n'est pas possible que les athlètes signent la formule dans sa forme actuelle, fausse et hypocrite.

M. Pain, dans le même ordre d'idée, propose que la condition requise soit que l'athlète observe les règlements de sa Fédération internationale.

M. Ahearne déclare que de toute façon, la définition actuelle de l'amateur par le C.I.O. n'est pas valable.

CHAMPIONNATS DU MONDE PENDANT L'ANNEE OLYMPIQUE

M. Häslér (patinage) rappelle les conditions dans lesquelles son sport peut participer aux Jeux Olympiques. Il rappelle que sur les quatre parties de patinage artistique dont sont composés les championnats du monde, trois seulement sont admises aux Jeux, au détriment de la danse. Il estime qu'en participant aux Jeux et en paraissant à la télévision, l'ISU a également droit à une part des recettes de télévision, à défaut de quoi elles se réserveraient le droit de refuser de laisser paraître ses compétitions à la télévision pendant la retransmission télévisée des Jeux. Il conclut en déclarant que sa Fédération tient à garder sa complète et entière indépendance.

Suit une discussion à laquelle participent MM. Ferri et Russel qui sont opposés à l'organisation de championnats du monde pendant l'année olympique, pour des raisons d'idéologie et de prestige du Mouvement olympique, tandis que MM. State et de Coquereaumont sont partisans de l'indépendance des F.I.

Le Président Brundage rappelle que les décisions seront prises par le C.I.O. à sa séance de Grenoble.

QUESTIONS DIVERSES

Corée du Nord

M. Pain rend l'assemblée attentive au fait que la Corée du Nord demande à être admise sous l'appellation de République Démocratique de la Corée du Nord, ce qui est un moyen de se faire reconnaître sur le plan politique. Il propose que les F.I. refusent cette appellation et cette position est approuvée à la majorité.

CONCLUSION

Le Président Brundage rappelle que le Mouvement olympique a atteint son niveau actuel par le travail d'amateurs, et que c'est par des

amateurs seulement qu'il pourra être maintenu et amélioré. Il étale à ce propos des coupures de presse qui ont paru à Mexico, et qui prouvent l'importance du Mouvement olympique. Il souligne que ce résultat a été atteint sans argent, et que certaines organisations sportives ont changé de caractère à partir du moment où elles avaient trop d'argent. C'est la raison pour laquelle il s'élève contre l'argent.

Pour conclure, il déclare qu'à son avis, cette réunion a été la plus constructive qui ait eu lieu entre les F.I. et le C.I.O. jusqu'à présent. Il apprécie cet état de choses et il s'efforcera de donner une réponse claire et nette à tous les points soulevés.

M. Phillips remercie à son tour le Président Brundage et le félicite de la manière dont il a conduit les débats.

* * * * *